

JAPON

Bien qu'un ralentissement des exportations soit venu atténuer l'expansion, l'amélioration de la situation du marché du travail et du moral des chefs d'entreprise compensera en partie les effets du resserrement budgétaire prévu pour 2014 et 2015, et plus particulièrement des relèvements de la taxe sur la consommation. Un redressement des exportations parallèlement au rebond du commerce mondial va aussi soutenir l'expansion, avec un taux de croissance annuel prévu de 1¼ pour cent environ, ce qui contribuera à accélérer l'inflation.

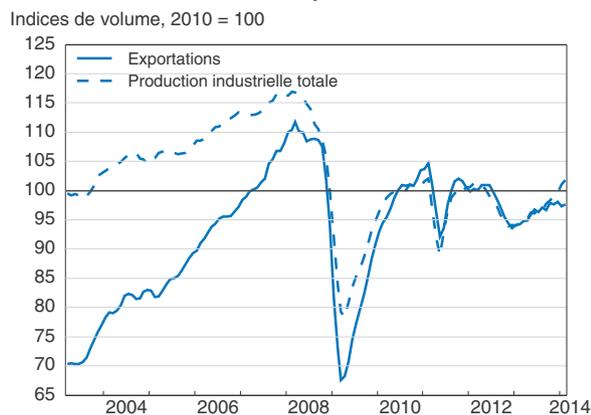
Avec une dette publique brute supérieure à 230 % du PIB, le maintien de la confiance dans les finances publiques du Japon passe prioritairement par un plan détaillé et crédible d'assainissement budgétaire permettant de dégager un excédent budgétaire primaire d'ici 2020, conformément à l'objectif. La taxe sur la consommation devrait être portée jusqu'à 10 % en 2015 comme prévu. Il est également essentiel d'augmenter la croissance potentielle du Japon sur le long terme moyennant des réformes structurelles audacieuses afin de redresser la situation budgétaire, et de poursuivre la politique monétaire expansionniste. La politique d'« assouplissement monétaire quantitatif et qualitatif » doit se poursuivre jusqu'à ce que la cible d'inflation de 2 % soit durablement atteinte.

L'expansion a bénéficié du soutien de la demande intérieure privée

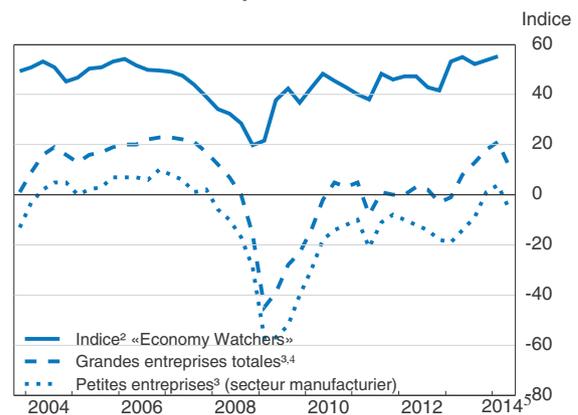
La reprise de l'activité après la récession de 2012 a faibli au second semestre de 2012, ce qui reflète un ralentissement des exportations malgré la dépréciation de 20 % du yen au depuis le second semestre de 2012. Toutefois, la demande intérieure a continué de croître à un rythme rapide, ce qui a contribué à ramener le taux de chômage à 3,6 %, soit son niveau le plus faible en sept ans. La consommation des ménages a été temporairement stimulée

Japon

Les exportations et la production industrielle se sont découplées fin 2013¹



La confiance des entreprises s'est améliorée depuis le début 2014



1. Ces indices reposent sur des moyennes mobiles sur trois mois de données désaisonnalisées relatives à la production industrielle et aux exportations.
2. Indice reposant sur une enquête réalisée auprès de travailleurs, tels que des chauffeurs de taxi ou des commis de magasin, dont les emplois sont sensibles aux fluctuations de l'économie. Il varie de 100 (le mieux) à 0 (le pire), 50 indiquant aucun changement.
3. Indice de diffusion correspondant à la différence entre les réponses des sondés estimant que les conditions sont « favorables » et celles des sondés jugeant qu'elles sont « défavorables ».
4. Les grandes entreprises sont capitalisées à hauteur d'un milliard de yens ou plus, et les petites entreprises entre 20 millions et 100 millions de yens.
5. Sauf dans le cas de l'indice « Economy Watchers » pour lequel il n'existe pas de prévision, les valeurs du second trimestre sont des prévisions effectuées par les entreprises en mars 2014.

Source : Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie ; Banque du Japon ; et Bureau du Cabinet.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933053410>

Japon : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2011	2012	2013	2014	2015
Emploi	-0.1	-0.3	0.7	0.1	-0.1
Taux de chômage ¹	4.6	4.3	4.0	3.8	3.7
Rémunération par salarié ²	0.4	0.4	0.0	1.5	2.6
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1.0	-1.2	-0.6	0.7	1.4
Revenu disponible des ménages	-0.1	-0.1	1.3	2.9	3.4
Déflateur du PIB	-1.9	-0.9	-0.6	1.3	1.5
Indice des prix à la consommation ³	-0.3	0.0	0.4	2.6	2.0
IPC sous-jacent ⁴	-0.9	-0.5	-0.1	2.3	1.9
Déflateur de la consommation privée	-0.8	-0.8	-0.2	2.2	2.0

1. En pourcentage de la population active.

2. Pour l'ensemble de l'économie.

3. Calculés comme la somme des indices trimestriels corrigés des variations saisonnières pour chaque année.

4. Indice global hors alimentation et énergie.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933054873>

par un boum de la consommation dans la perspective du relèvement de 5 % à 8 % de la taxe sur la consommation en avril 2014. De fait, en mars 2014, les achats de cinq biens de consommation durable parmi les plus courants avaient pratiquement doublé par rapport à leur niveau d'un an auparavant, avant de connaître une contraction en avril.

Un éventail de mesures budgétaires atténue l'effet du relèvement de la taxe sur la consommation

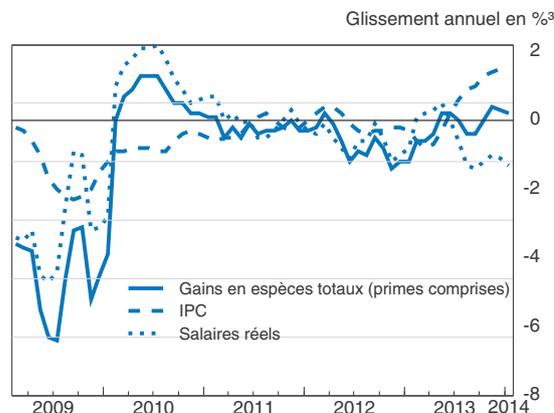
L'impact négatif de la hausse de la taxe sur la consommation sera atténué par un ensemble de mesures budgétaires d'un montant de 5 500 milliards de yens (1.1 % du PIB), parmi lesquelles des prestations en espèces destinées aux ménages modestes. À cela s'ajoutera une baisse des

Japon

Impact de l'augmentation de la taxe sur la consommation privée



La croissance des salaires est à la traîne derrière l'inflation



1. Achats mensuels de 5 biens de consommation durables : climatisation, réfrigérateurs, ordinateurs personnels, télévisions et téléphones portables.

2. Pour avril 2014, la moyenne se réfère aux deux premières semaines.

3. Ces valeurs reposent sur des moyennes mobiles sur trois mois.

Source : GfK du Japon et calculs de l'OCDE ; Ministère de la Santé, du Travail et de la Protection sociale, calculs de l'OCDE ; et Banque du Japon.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933053429>

Japon : **Indicateurs financiers**

	2011	2012	2013	2014	2015
Taux d'épargne nette des ménages ¹	2.7	1.3	0.9	0.6	0.6
Solde financier des administrations publiques ²	-8.8	-8.7	-9.3	-8.4	-6.7
Dette brute des administrations publiques ³	209.5	216.5	224.6	229.6	232.5
Balance des opérations courantes ²	2.0	1.1	0.7	0.2	0.7
Taux d'intérêt à court terme ⁴	0.2	0.2	0.2	0.1	0.2
Taux d'intérêt à long terme ⁵	1.1	0.8	0.7	0.9	1.7

1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB.

3. En pourcentage du PIB, valeur au marché.

4. Taux interbancaire à 3 mois.

5. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933054892>

impôts sur les bénéficiaires des sociétés en 2014. En conséquence, les dépenses de l'État devraient augmenter de 3.5 % en 2014, soit la plus forte hausse depuis 2010, en raison essentiellement du gonflement des dépenses sociales. La décision de porter ou non à 10 % le taux de la taxe sur la consommation en octobre 2015 reposera sur un examen de la situation économique à la fin de 2014.

**Un nouvel effort
d'assainissement
budgétaire s'impose**

Dans l'hypothèse d'un nouveau relèvement de la taxe sur la consommation, le déficit budgétaire primaire serait ramené de 8.4 % du PIB en 2013 à 5.3 % en 2015. De nouvelles mesures d'accroissement

Japon : **Demande et production**

	2012	2013	2014	2015	Quatrième trimestre		
					2013	2014	2015
	Prix courants trillion de ¥	Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2005)					
PIB aux prix du marché	473.8	1.5	1.2	1.2	2.5	1.0	0.9
Consommation privée	287.7	1.9	0.9	1.4	2.3	0.3	1.2
Consommation publique	96.9	2.2	0.8	0.5	2.2	0.0	1.1
Formation brute de capital fixe	100.1	2.6	4.2	0.0	6.2	1.6	-0.7
Secteur public ¹	21.0	11.6	4.7	-14.6	20.6	-6.3	-15.4
Secteur privé : résidentiel	13.7	8.8	0.4	3.1	10.4	-4.6	0.7
Secteur privé : autres	65.3	-1.5	4.7	4.2	0.9	5.7	3.7
Demande intérieure finale	484.7	2.1	1.6	0.9	3.1	0.5	0.8
Variation des stocks ²	- 1.5	-0.3	0.0	0.0			
Demande intérieure totale	483.2	1.8	1.6	1.0	3.0	0.6	0.9
Exportations de biens et services	69.8	1.6	4.8	6.9	7.0	7.3	5.7
Importations de biens et services	79.2	3.4	7.1	4.5	9.1	4.3	4.6
Exportations nettes ²	- 9.4	-0.3	-0.6	0.3			

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Y compris les entreprises publiques.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933054911>

Japon : Indicateurs extérieurs

	2011	2012	2013	2014	2015
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	895.4	874.4	794.6	824	894
Importations de biens et services	949.6	991.9	933.2	995	1 056
Balance commerciale	- 54.2	- 117.5	- 138.5	- 171	- 162
Solde des invisibles	172.6	183.0	172.6	183	196
Balance des opérations courantes	118.4	65.5	34.1	11	34
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	- 0.4	- 0.1	1.6	4.8	6.9
Importations de biens et services en volume	5.9	5.3	3.4	7.1	4.5
Résultats à l'exportation ¹	- 7.3	- 3.9	- 2.8	- 0.3	- 0.4
Termes de l'échange	- 7.6	- 1.4	- 1.8	- 0.6	0.0

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933054930>

des recettes et de maîtrise des dépenses, en particulier des dépenses liées au vieillissement, sont nécessaires pour atteindre l'objectif d'équilibre budgétaire primaire de l'État et des collectivités locales fixé par le gouvernement pour 2020. La volonté des autorités d'inscrire le ratio de la dette publique sur une trajectoire descendante à partir de 2021 suppose en outre de pouvoir disposer d'un excédent primaire important.

La Banque du Japon a maintenu sa politique d'assouplissement

La Banque du Japon a maintenu la politique d'« assouplissement monétaire quantitatif et qualitatif » qu'elle avait adoptée en avril 2013 avec pour objectif un doublement de la base monétaire d'ici la fin de 2014, principalement au travers d'un vaste programme de rachat d'obligations d'État. La Banque prévoit d'atteindre son objectif d'inflation de 2 % en 2015. La nouvelle politique semble avoir renforcé les anticipations d'inflation, tandis que l'inflation globale a augmenté pour s'établir autour de 1½ pour cent (en glissement annuel) et que l'inflation sous-jacente est devenue positive à la fin de 2013.

L'expansion devrait se poursuivre tout au long de 2015

La croissance de la production devrait s'établir à environ 1¼ pour cent en 2014 comme en 2015 malgré les hausses de la taxe sur la consommation, grâce à la dynamique tendancielle de l'activité engendrée par les deux premiers volets de la stratégie économique du Premier ministre Shinzo Abe – une politique monétaire volontariste et une politique budgétaire flexible. La situation tendue du marché du travail devrait conduire à des hausses de salaires qui soutiendront la consommation privée. Pour sa part, l'investissement productif devrait se redresser grâce aux baisses d'impôts et à la forte confiance des chefs d'entreprise. Sur le plan extérieur, la croissance des exportations semble devoir s'accélérer à la faveur de la reprise du commerce mondial et de la dépréciation antérieure du yen. La hausse des prix à la consommation – hors impact du relèvement de la taxe sur la consommation – devrait être de l'ordre de 1 % en 2015. À cause des importations d'énergie, l'excédent

de la balance courante devrait redescendre à 0.2 % du PIB en 2014, son niveau le plus bas depuis 1980, mais il devrait augmenter de nouveau en 2015 avec le tassement de la demande intérieure.

**Les risques sont nombreux,
à l'intérieur et à l'extérieur**

L'accélération récente de l'inflation est encourageante, mais elle pourrait pénaliser la reprise si elle ne s'accompagne pas d'une hausse correspondante des salaires. Face à la nécessité de l'assainissement budgétaire, une stratégie de croissance soutenue doit miser sur un cercle vertueux conjuguant les hausses de prix à celles des salaires et des bénéfices. En revanche, retarder l'ajustement budgétaire pourrait accentuer le risque de voir monter les taux d'intérêt à long terme, ce qui aurait de graves conséquences pour le secteur financier, la viabilité des finances publiques et la croissance de la production et pourrait avoir des répercussions considérables sur l'économie mondiale. Sur le plan extérieur, le risque peut venir d'un ralentissement de la croissance dans les économies émergentes, notamment en Chine, principal partenaire commercial du Japon.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Japon », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-4-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.